

Des comités de salut public pour sauver les régions européennes en déclin

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - (1972)

Heft 189

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1016060>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Des comités de salut public pour sauver les régions européennes en déclin

Que ce soit à l'échelle mondiale, européenne ou nationale, le capitalisme est caractérisé par un développement régional inégal. Ce n'est pas une découverte. Marx avait déjà constaté, à propos de l'Inde, que l'industrialisation de quelques pays avait pour corollaire, dès ses débuts, la non-industrialisation d'autres contrées. Depuis une dizaine d'années, le problème se pose avec une acuité accrue en Europe occidentale.

Au développement de certains pôles correspond le déclin inéluctable d'autres régions (Sarre, Palatinat, Lorraine, Styrie, Jura suisse, etc.). Pour ces dernières, condamnées par la restructuration capitaliste sur le plan européen et mondial, cela signifie fermeture d'usines, chômage, dépeuplement, implantation militaire. Afin de sensibiliser les populations de ces régions et de susciter une riposte internationale des travailleurs de l'usine et de la terre, les groupes Hydra (Suisse et Allemagne) et Spartakus (Autriche) ont entrepris une vaste campagne d'information. Le Congrès international contre la récession, qui s'est tenu à Delémont les 1^{er} et 2 juillet, s'inscrivait dans ce contexte.

Bien que le Jura, à cause de la restructuration de l'industrie horlogère, figure parmi les régions menacées de récession, cette conférence n'attira qu'un nombre restreint de Jurassiens, une trentaine de militants de gauche et d'extrême-gauche déjà sensibilisés au problème du développement régional inégal. Cela signifie-t-il que les syndicalistes, les responsables politiques, les autonomistes et les séparatistes se désintéressent de l'avenir économique du Jura ? La réflexion est-elle conditionnée par l'étiquette idéologique ?

Cette réunion permet d'entendre une série d'ex-

posés et de témoignages directs de représentants des régions ouvrières et paysannes belges, françaises, allemandes, hollandaises et suisses. A partir de cas précis, tels que la destruction de la petite paysannerie en Suisse et en Allemagne, la fermeture des charbonnages en Sarre, en Lorraine et en Belgique, celle de fabriques de textile, de papier et de chaussures en Hollande, le licenciement d'ouvriers à Schirmeck (Alsace), les militants des groupes Hydra et Spartakus évoquent quelques-uns des problèmes engendrés par la récession économique : la jeunesse est directement touchée à travers la déqualification professionnelle, l'émigration voire la « criminalisation » ; la destruction systématique de la petite paysannerie a pour corollaire l'implantation de l'armée (Fribourg, Franches-Montagnes) ; le désespoir qui frappe les populations des régions menacées les rend vulnérables à la propagande d'extrême-droite ; les syndicats et les partis ouvriers ont été jusqu'ici incapables d'agir sur le plan international ou de s'élever au-dessus des préoccupations électoralistes.

Les porte-parole de Hydra et de Spartakus pré-

sentèrent également un programme d'action, lequel prévoit la création de « comités de salut public », gérant les impôts versés par les contribuables afin que ces capitaux soient investis dans la région même. La restructuration et la modernisation de l'appareil de production ne doit pas se faire aux frais des travailleurs, mais par un prélèvement fiscal sur les revenus des grandes firmes multinationales. Une partie du budget militaire devrait servir à la défense économique des régions menacées de récession.

Dans l'immédiat, Hydra et Spartakus préconisent le refus de toute fermeture d'usine et de tout licenciement qui ne serait pas assorti d'une alternative acceptable et l'opposition à l'implantation de places d'armes et au renforcement de l'appareil répressif. Ils ont l'intention de soumettre ce programme aux autorités et aux habitants des régions concernées. Lors de la discussion qui suivit, un interpellateur fit remarquer à juste titre que la défense de ces régions ne saurait se limiter à un tel programme. Pour être efficace, cette action devrait porter nécessairement sur les centres de décision situés ailleurs.

Us et coutumes

L'hebdomadaire allemand Wirtschaftswoche a établi, il y a quelque temps, une comparaison du prix de construction, dans divers pays, d'un bungalow « Contracta » (surface construite : 75 m²). Les prix sont en mark allemand ; l'aménagement, ainsi que le mode de construction, correspondent aux usages locaux. Les résultats : Espagne 35 000 DM, Madère/Portugal 48 000 DM, Italie 69 500 DM, Autriche et Allemagne 99 500 DM, et Suisse 119 000 DM.

En Suisse aussi

Combien de journaux ont mis en évidence le militantisme des partisans du sénateur McGovern ? Or, il est aussi possible de s'engager en Suisse : le comité en faveur de l'initiative prévoyant l'interdiction de l'exportation d'armes cherche, en Suisse alémanique, un millier de partisans s'engageant à verser mensuellement 10, 20 50 francs (ou plus), pendant quelques mois, pour défendre l'initiative avec des moyens plus importants.